

## ***Pegida & Co. - Ascension et chute d'une entreprise populiste<sup>1</sup>***

**Dieter Rucht**

Apparu le 13 octobre 2014 à Dresde sous le nom de Pegida ("Patriotes européens contre l'islamisation de l'occident"), ce mouvement de protestation semble sorti de nulle part. Très rapidement, le mouvement a fait des émules dans de nombreuses villes d'Allemagne et même à l'étranger. De semaine en semaine, Pegida a pris de l'ampleur et suscité un intérêt foisonnant dans les médias. Lors de sa 12ème manifestation hebdomadaire, le lundi 12 janvier 2015, le mouvement a atteint son apogée en réunissant 25.000 manifestants – selon les chiffres (surévalués) fournis par la police.

A partir de cette date, Pegida s'est retrouvé sur une pente descendante. Le déclin du mouvement s'est manifesté par la diminution rapide du nombre de participants aux cortèges du lundi. Le mouvement a également pâti du différend entre les organisateurs des manifestations à Dresde et ceux des mouvements nés dans leur sillage dans d'autres villes sur la question de la ligne politique et de l'autorisation d'utiliser le nom Pegida. Enfin, « l'équipe organisatrice » de Dresde a elle-même été victime de dissensions internes. Ces querelles ont conduit à la démission de cinq membres de la direction du mouvement et à la création d'une organisation concurrente, une alliance baptisée "Direkte Demokratie für Europa" (DDfE – Démocratie directe pour l'Europe). Bien des éléments portent à croire que Pegida & Co disparaîtra bientôt de la scène politique. Beaucoup de bruit pour rien, alors ? Non, Pegida & Co mérite notre attention et notre analyse politique, même si le phénomène n'a probablement constitué qu'un bref épisode.

Dans un premier temps, nous examinerons de plus près l'image présentée par Pegida ainsi que ses choix tactiques emprunts d'ambiguïté. Ensuite, nous reviendrons sur les réactions que le mouvement a suscitées dans le débat public. Dans une troisième partie, nous nous pencherons sur les courants de fond qui alimentent Pegida. Enfin, nous nous demanderons quelles sont les options possibles pour faire face à ce phénomène.

Le présent article apporte peu d'éléments nouveaux d'un point de vue empirique. Il vise essentiellement à rassembler les informations collectées de toute part pour offrir une première analyse politique et provisoire du phénomène Pegida. Il est rédigé avant tout du point de vue d'un observateur qui, en sus d'être à l'origine d'une étude<sup>2</sup> sur Pegida, étudie depuis des décennies les phénomènes de contestation politique et les mouvements sociaux en Allemagne et à l'étranger.

---

**Dieter Rucht** est sociologue, chercheur au Centre de recherche sociale de Berlin (WZB), professeur honoraire à l'Université Libre de Berlin.

---

<sup>1</sup> Un article écrit dans la série "betrifft : Bürgergesellschaft" de la Fondation Friedrich-Ebert, achevé le 15 février 2015. Merci à Roland Roth pour ses indications précieuses, en particulier en ce qui concerne la dernière partie de cet article.

<sup>2</sup> [https://protestinstitut.files.wordpress.com/2015/01/protestforschung-am-limit\\_pegida-studie.pdf](https://protestinstitut.files.wordpress.com/2015/01/protestforschung-am-limit_pegida-studie.pdf).

## L'image de Pegida & Co

La face visible de Pegida en tant que phénomène public est bien documentée. Une multitude d'enregistrements sonores, d'articles et de commentaires publiés dans les médias permettent de s'en faire une idée. A ce jour, quatre enquêtes<sup>3</sup> ont en outre déjà été réalisées auprès de sympathisants du mouvement. Toutefois, elles ne peuvent bien évidemment éclairer qu'une partie non-représentative de la réalité complète de Pegida et ne permettent donc pas, contrairement à certaines affirmations, de se faire une image du sympathisant typique de Pegida. On dispose également d'analyses des amis de Pegida sur Facebook. Le 20 février, la page du mouvement comptabilisait presque 160.000 "J'aime"<sup>4</sup>. Toutes ces analyses montrent très clairement que Pegida ne peut en aucun cas être assimilé à un mouvement inoffensif de citoyens ordinaires<sup>5</sup>. Au total, l'image qui en ressort est complexe et changeante, parfois contradictoire, et dévoile de plus en plus clairement son fondement populiste, xénophobe et pour partie raciste, bien que, à côté de cela, et en particulier dans son programme en 19 points, le ton semble parfois plus modéré. Le point 1 stipule ainsi que "PEGIDA est FAVORABLE à l'accueil des réfugiés de guerre et des personnes victimes de persécution politique ou religieuse. C'est un devoir humain !"

On sait en revanche peu de choses sur le fonctionnement interne de Pegida. Tout est parti d'une communication sur Facebook de Lutz Bachmann, initiateur et principale figure du mouvement à ce jour. Pegida s'est consti-

tué en association le 14 novembre à Dresde, avant son enregistrement officiel le 19 décembre 2014. Les membres fondateurs sont au nombre de douze, douze personnes qui, par la suite, se présenteront – le plus souvent sans mentionner leurs noms respectifs – comme "l'équipe organisatrice". Lutz Bachmann devient le premier président de l'association, René Jahn est nommé vice-président et Kathrin Oertel est élue trésorière. Ensuite, l'équipe s'est discrètement réduite à dix personnes. En dehors de Bachmann et Oertel, qui fait également office de porte-parole depuis décembre 2014, mais qui, dans un premier temps, n'était guère disposée à donner des interviews, les autres membres de l'équipe organisatrice sont restés complètement dans l'ombre. A ce jour, on ne connaît rien de la répartition interne des compétences, ni du mode de prise de décision, ni de la genèse ou de la paternité des prises de positions et des catalogues de revendications<sup>6</sup> du mouvement, déjà au nombre de trois.

On ne sait pas non plus grand-chose de la composition et des positions de la majorité des manifestants de Pegida. Beaucoup d'éléments relèvent encore de la spéculation ou s'appuient sur des généralisations douteuses tirées des déclarations publiques de certains membres du mouvement, ou bien encore sur les résultats des quatre enquêtes menées auprès des sympathisants.

Pegida & Co font des apparitions publiques, invitent qui veut à les rejoindre dans leurs "promenades" et manifestations, prononcent des discours devant leurs partisans, saluent d'un bonjour jovial les citoyens de Dresde (applaudissements nourris), d'Allemagne (applaudissements nourris) et d'Europe (maigres applaudissements), souhaitent clai-

---

**3** Les militants de Pegida ont été interrogés par un groupe de chercheurs rassemblés autour du politologue Hans Vorländer à Dresde, un groupe de sociologues de Berlin et de Chemnitz réunis autour du sociologue berlinois Dieter Rucht, des chercheurs du Göttinger Institut für Demokratieforschung (Institut d'étude de la démocratie de Göttingen) autour du politologue Franz Walter, et enfin un groupe dirigé à Dresde par le politologue Werner Patzelt.

**4** A propos de la structuration des amis de Pegida sur Facebook, voir : <http://www.pegida-mag-dich.de/> et l'article du ZEIT-online du 5 février 2015 : <http://www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2015-02/wer-ist-pegida-fa-cebook-daten>.

**5** C'est la présentation que les partisans de Pegida cherchent sans cesse à donner d'eux-mêmes. Ainsi, Kathrin Oertel déclarait par exemple dans son discours du 12 janvier 2015 : "Nous ne sommes ni extrémistes, ni fanatiques ; nous sommes un mouvement de citoyens qui, tous les lundis, font usage de leur droit et manifestent leur opinion par une promenade pacifique à travers notre belle ville de Dresde."

---

**6** Le document de "prise de position de Pegida", succinct, a été publié le 10 décembre 2014. Il contient un abandon partiel des exigences antérieures, plus offensives, et le terme "islamisation" a été supprimé. Le 12 janvier 2015, ce programme est complété par 6 points annoncés par Lutz Bachmann, qui est ce jour-là l'un des orateurs. Enfin, Pegida publie en février les "Thèses de Dresde", dont les dix points reprennent pour partie les mêmes revendications dans des libellés similaires, mais formulent également de nouvelles demandes, notamment « la réforme de la politique familiale et du système éducatif, des retraites et de la fiscalité », ainsi que "le refus du TTIP, du CETA et du TISA et des accords de libre-échange du même ordre". S'inspirant de l'acte historique de Martin Luther, Lutz Bachmann a collé ces thèses sur la porte de la Kreuzkirche de Dresde, dont elles ont été immédiatement retirées sur ordre du prêtre de la paroisse.

rement une visibilité et un écho médiatique. Pour autant, l'une des caractéristiques singulières des organisateurs de Pegida consiste à rejeter les médias établis, à les injurier en les qualifiant collectivement de "Lügenpresse", c'est à dire de "presse mensongère", en refusant dans un premier temps toutes demandes d'interview et en demandant aux participants de leurs "promenades" d'éviter les contacts avec les journalistes. Ce refus ostensible a justement éveillé l'intérêt des médias et les a conduit à parler le plus possible de Pegida, à enquêter sur le parcours antérieur de ses organisateurs et à fournir à l'opinion publique la plus large une foison d'informations, d'images vidéo sans montage<sup>7</sup> et de transcriptions complètes des discours. Il a ainsi été possible de découvrir ce mouvement, qui se présente comme une masse homogène, ainsi que les quelques visages qui le représentent – notamment son fondateur Lutz Bachmann et celle qui deviendra par la suite sa porte-parole, Kathrin Oertel. Il a ainsi été possible de bien mieux les cerner que ce n'est généralement le cas pour d'autres mouvements contestataires d'ampleur comparable.

Les apparitions de Pegida se caractérisent par un mélange plus ou moins maîtrisé de manque de professionnalisme et d'improvisation d'une part, et de manipulation, de mise en scène et d'esbroufe d'autre part. Les annonces des manifestations ne sont presque toutes effectuées que sur internet. Les réunions commencent en début de soirée et se terminent – saison oblige – dans l'obscurité. Les moyens logistiques déployés sont modestes. Un petit véhicule équipé de haut-parleurs fait office de tribune pour les divers orateurs, dont certains incarnent l'ancrage local et font de la figuration dans le rôle de citoyens ordinaires, cherchant à mettre les points sur les i avec des mots simples et parfois hésitants. Dans le même temps, les discours sont parsemés d'allusions douteuses et de propos ambigus dans lesquels le public peut au final entendre ce qu'on n'ose pas exprimer ouvertement de

vive voix. Les manifestations accueillent aussi de temps à autre des orateurs<sup>8</sup> qui embrayent sur des propos dignes du café du commerce en citant à titre de cautions intellectuelles des auteurs tels que Henryk Broder<sup>9</sup>. D'autres figures publiques sont censées symboliser l'élargissement du mouvement Pegida à l'échelle de toute l'Allemagne, voire de l'Europe entière. On peut souligner dans ce contexte les propos que le responsable politique néerlandais et détracteur de l'Islam Geert Wilders a adressés à ses "chers amis de Dresde" le 25 janvier 2015. Il commençait son allocution par ces mots :

"Ce qui se passe à Dresde est vraiment fabuleux. Dresde nous montre comment s'y prendre ! L'Europe tout entière vous regarde. Vous n'êtes pas seuls. Vous faites partie de quelque chose de très grand – en Allemagne, aux Pays-Bas, dans toute l'Europe. Vous portez l'espoir de beaucoup de monde. Vous êtes la voix du peuple contre les élites. Vous êtes le peuple !"

S'agissant des réactions du public pendant les divers discours, on peut noter, outre les applaudissements, les huées et les rires dédaigneux (par exemple à l'évocation de "la secrétaire générale du SPD, dont le nom est imprononçable"<sup>10</sup>), le retour récurrent des principaux slogans scandés par la foule, "Nous sommes le peuple" et "Presse mensongère". Ces éclats arrivent de façon spontanée ou forment des césures et un accompagnement musical qui rythment les discours. Parfois, la foule répond à l'appel d'une pause artificielle dans le discours, destinée à asséner plus fermement la déclaration qui précède.

Après les discours prononcés au point de rassemblement (en règle générale une grande pelouse proche du centre-ville), le défilé se met en marche, sur un parcours qui n'est souvent pas indiqué au préalable – vraisemblablement par crainte des contre-manifestations. Arrive alors l'annonce suivante : "Nous vous demandons de suivre la voiture-guide de la police et de vous con-

<sup>7</sup> Il est particulièrement instructif de consulter les images et le son mis à disposition par le magazine politique Panorama (de la chaîne de télévision NDR) sans montage et en intégralité, soit un témoignage de 68 minutes. (Cf. <https://daserste.ndr.de/panorama/archiv/2014/Kontakversuch-Luegenpresse-trifft-Pegida-pegida136.html>). On y trouve notamment l'interview d'une personne se présentant comme un militant de Pegida, mais qui se révélera ensuite être un journaliste de la chaîne de télévision RTL.

<sup>8</sup> Cf. : <http://www.epochtimes.de/Pegida-Demo-Dresden-Geert-Wilders-Gruss-am-2501-Ganz-Europaschau-auf-Euch-a1216807.html>.

<sup>9</sup> Henryk M. Broder est un intellectuel et journaliste allemand dont les critiques vis-à-vis de l'Islam suscitent des controverses en Allemagne (note de la FES Paris).

<sup>10</sup> La secrétaire générale du SPD, Yasmin Fahimi, est une femme politique allemande dont une partie de la famille est d'origine iranienne (note de la FES Paris).

former à ses indications". A la tête du cortège, on déplie ensuite un transparent sur lequel on peut lire "sans violence et unis contre les guerres de religion sur le sol allemand !" Arrivent juste derrière les "officiels" et le "noyau dur" de Pegida, composé de groupes d'hommes pour la plupart d'âge moyen, qui par leur tenue et leurs attitudes semblent issus des rangs de "la droite dure", des supporters de football ou des hooligans, ou des personnes adoptant pour le moins des attitudes censées inspirer virilité et machisme. Dans le milieu, et surtout à l'arrière du cortège, le tableau s'adoucit avec l'apparition de femmes, de couples plus âgés et de personnes d'apparence plus "bourgeoise". Certains portent parfois des flambeaux. Les personnes se tenant le long du cortège, en particulier les journalistes, sont ignorées ou regardées de travers, tandis que d'autres sont gratifiées de propos et de gestes agressifs. De temps à autre, les manifestants occultent les objectifs des appareils photos et des caméras ou écartent les micros que leur tend la presse.

Les membres du service d'ordre, reconnaissables à leur brassard, sont étonnamment nombreux (avec parmi eux quelques rares femmes). Pendant la phase de rassemblement, ils se mêlent aux manifestants, puis les encadrent pendant la marche. A ceux-là s'ajoutent d'autres personnes, non-identifiées comme membres de la sécurité en tant que tels, mais qui communiquent entre elles. La marche, qui, dans la plupart des défilés, ramène les manifestants à leur point de départ, est suivie d'une conclusion ponctuée de nouveaux discours, avant que les manifestants ne se séparent enfin.

Pendant les phases de rassemblement et de marche, les participants forment une masse compacte, dont émane, de l'avis de nos nombreux observateurs, à la fois un signal de calme et de discipline, mais aussi de menace. Il ne se trouve guère de groupes moins ramassés ou de zones de transition entre manifestants et curieux. Pendant le défilé, les personnes qui marchent en bordure du cortège sont régulièrement poussées par le service d'ordre à rejoindre les rangs. Cette image uniforme des promenades du lundi a perduré jusqu'au 12 janvier, jour de la plus grande marche à Dresde<sup>11</sup>. De semaine en

semaine, le mouvement avait jusque-là gagné en affluence. Ce soir-là, un orateur dénombrait 31 manifestations affiliées dans d'autres villes ou régions d'Allemagne et annonçait la constitution de nouveaux groupes. Par ailleurs, la presse commençait à parler d'initiatives Pegida à l'étranger. A la mi-février, il était question de fonder des filiales de Pegida ou d'organiser des manifestations publiques en Suisse, en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède, en Norvège et en Grande-Bretagne. Jusqu'à maintenant, les manifestations sont toutefois restées faibles. Ainsi, lors d'un premier rassemblement de Pegida à Malmö, en Suède, seule une trentaine de personnes étaient au rendez-vous. Face à elles, près de 4000 contre-manifestants s'étaient rassemblés sous le mot d'ordre "Pas de Pegida en Suède" (die Tageszeitung du 11.02.2015, p. 10).

En même temps que se multipliaient les filiales de Pegida grandissaient aussi les contre-manifestations, qui mettaient en évidence un fossé important entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne. A la mi-janvier, presque tous les observateurs, et probablement les organisateurs de Dresde eux-mêmes, s'attendaient encore à une progression de Pegida & Co, alors que pratiquement personne n'imaginait que le mouvement avait déjà atteint, voire franchi son apogée<sup>12</sup>.

---

nous sommes arrivés à un total d'environ 17.000 manifestants de Pegida ce jour-là. (Cf. Dieter Rucht : Wie viele haben demonstriert? Ein Dossier aus aktuellem Anlass, <http://protestinstitut.eu/2015/01/23/wie-viele-haben-de-monstriert/>). Jusqu'à présent, les manifestations clairement identifiées comme étant d'extrême-droite n'ont jamais réuni guère plus de 5.000 à 7.000 personnes, notamment lors des rassemblements de protestation contre l'exposition sur la Wehrmacht à Munich le 1er mars 1997, qui avaient réuni quelques 5.000 manifestants (et à peu près le double de contre-manifestants ; Cf. : Marcus Buschmüller : Proteste gegen die extreme Rechte in München, in : Zara S. Pfeiffer (éd.) : Proteste in München seit 1945. München : éditions Volk Verlag 2011, p. 241-251, précisément p. 244) ainsi qu'une manifestation du NPD le 1er mai 1998, au cours de laquelle "le président de la fédération régionale du NPD, Winfried Petzold a pu saluer 7.000 patriotes allemands, en majorité des jeunes, à Leipzig" (Cf. : <http://www.npd-leipzig.net/wir-uber-uns/>).

<sup>12</sup> Cette perspective délibérément osée, que j'ai défendue à la fin de la conférence de presse du 12 janvier 2015 en réponse à la question d'un journaliste, est devenue l'un des principaux messages retenus de cette manifestation dans les médias, d'autant plus qu'elle a été mise en avant par l'agence de presse dpa.

---

<sup>11</sup> La police de Dresde a parlé de 25.000 participants, Lutz Bachmann est même allé jusqu'à en compter 40.000. A partir d'estimations parfois divergentes de plusieurs de nos groupes d'observateurs,



Au cours des jours et des semaines suivants, les événements se sont précipités. L'apparition dans l'émission politique de Günther Jauch, le 18 janvier, de Kathrin Oertel, déjà désignée comme porte-parole de Pegida depuis quelques temps, a marqué une rupture par rapport au rejet des médias affiché auparavant. La manifestation de Pegida prévue le lendemain est annulée par les pouvoirs publics "pour des raisons de sécurité". Cette annulation faisait suite à l'attentat contre Charlie Hebdo ainsi qu'à une menace pesant sur la personne de Lutz Bachmann, sans plus de précision. La manifestation suivante, annoncée par Pegida pour le lundi 26 janvier, est avancée au dimanche après-midi, parce qu'au moment initialement prévu devait se tenir un concert réunissant les opposants à Pegida, avec de nombreux artistes<sup>13</sup>. En réunissant près de 22.000 participants (selon la police), cette contre-manifestation a dépassé en affluence la manifestation de Pegida, à laquelle ont participé quelques 17.300 personnes (toujours selon la police). A partir de ce moment-là, le charme est rompu, d'autant qu'à l'exception de Leipzig, Pegida n'a pas réussi à prendre pied de manière significative dans d'autres villes, les contre-manifestations apparaissant même dans les endroits où les filiales de Pegida n'avaient pas fait la moindre apparition publique et n'étaient même pas encore annoncées.

A ce stade, des conflits sont déjà apparus entre les organisateurs de Dresde et ceux d'autres manifestations – en particulier ceux de Legida<sup>14</sup> à Leipzig, où des personnes et des groupes d'extrême-droite semblaient avoir une influence bien plus importante qu'à Dresde. Ces différends ont notamment conduit aux efforts désespérés de Lutz Bachmann pour mettre en place une certification des éventuelles filiales de Pegida par l'organisation mère de Dresde et ainsi les faire rentrer dans le rang. De même voit-on apparaître des débats idéologiques entre les filiales, comme Dügida (à Düsseldorf) et Duigida (à Duisbourg).

---

**13** Non sans une rare note d'ironie, les organisateurs de Pegida ont justifié leur décision d'avancer la date en expliquant que cela devait aussi permettre à leurs militants d'assister à la contre-manifestation musicale qui s'annonçait intéressante. Cette contre-manifestation fut organisée devant la Frauenkirche par l'association "Dresden – Place to be" avec pour slogan "Ouverte et multicolore – Dresde est pour tout le monde".

**14** Legida : «Leipzig contre l'islamisation de l'Occident» (note de la FES Paris).

Les 27 et 28 janvier, les conflits qui ont déjà commencé à prendre de l'ampleur au sein de l'équipe organisatrice de Dresde sont portés sur la place publique ; il s'agit notamment de la personnalité douteuse de Lutz Bachmann et de son rôle à l'avant-scène du mouvement. Alors que l'imposant passé criminel de Bachmann a déjà été dévoilé depuis plusieurs semaines, une photo de lui avec une moustache hitlérienne ainsi que ses déclarations xénophobes postées sur le réseau Facebook ont suscité l'indignation et lui ont valu l'ouverture d'enquêtes, encore en cours, pour incitation à la haine raciale. Dès le 21 janvier, ces événements ont soudainement amené Bachmann à éviter les premières places. En coulisse, il semble cependant s'accrocher à la direction du mouvement. Le 25 janvier, Frank Ingo Friedemann a démissionné du bureau de l'association, suivi deux jours plus tard par Achim Exner, René Jahn, Bernd-Volker Lincke, Kathrin Oertel et Thomas Tallacker. Jahn, qui était auparavant vice-président de l'association, déclare le 28 janvier au quotidien Bild : "Je ne veux pas me mêler à ces histoires de nazi et aux propos d'extrême-droite." La direction du mouvement s'est ainsi trouvée réduite à cinq personnes – Lutz Bachmann, son épouse, Tom Balazs, Stephan Baumann et Siegfried Däbritz. La manifestation du lundi suivant, prévue pour le 2 février, est annulée à cause de "dissensions". Se posa dès lors la question de savoir si on allait voir apparaître, le lundi suivant, deux manifestations concurrentes.

Dès le 2 février, les dissidents ont annoncé la création de leur association, DDfE, Démocratie directe pour l'Europe. Le nouveau groupe se positionne "à droite de la CDU". Se considérant comme conservateur et proche des citoyens, il souhaite avant tout un renforcement de la participation citoyenne et de la démocratie directe. La première manifestation publique de l'association s'est tenue avec quelques 500 personnes le dimanche 8 février, sur la place du nouveau marché de Dresde. Au centre de la manifestation, un discours aride de 17 minutes, lu par sa figure de proue, Kathrin Oertel. La question de l'islamisation n'y a plus joué le moindre rôle. Mais elle souligna néanmoins qu'il ne s'agissait pas d'une "contre-manifestation face à Pegida", dont elle dit partager les objectifs, tout en choisissant désormais des moyens et des démarches différents pour les atteindre<sup>15</sup>.

---

**15** Le discours complet de Kathrin Oertel a été mis en ligne en vidéo par le Mitteldeutscher Rundfunk :

Le lendemain, les manifestations du lundi ont repris leur cours avec ce qui restait de l'équipe d'organisation de Pegida, mais elles n'ont plus rassemblé que 2000 personnes (5000 avaient été annoncées aux pouvoirs publics). Lutz Bachmann, qui avait été relégué à l'arrière-plan avant la scission de l'équipe, est revenu sur le devant de la scène; il a même été le premier et le principal orateur du rassemblement et a confirmé le maintien de la ligne définie précédemment. Il déclara que ses propos xénophobes ("débris", "souillure", "vermine") qui circulaient sur internet avaient été tronqués. D'ailleurs, il affirma n'avoir fait que choisir des mots dont il était convaincu que "chacun, absolument chacun d'entre nous les avait déjà employés au café du coin". Tatjana Festerling, qui s'était d'abord fait remarquer comme membre de l'AfD à Hambourg et qui avait déclaré ses sympathies pour le mouvement "hooligans contre les salafistes" à Cologne, a déploré au cours de son discours de Dresde la "paranoïa vis-à-vis du nazisme" dans l'opinion publique.

Les bases d'un avenir prévisible sont ainsi jetées. Les deux ailes du mouvement Pegida, qui n'étaient soudées qu'en apparence, se sont irrémédiablement déchirées et ont chacune pris leur indépendance.

Le noyau "dur", explicitement xénophobe, d'extrême-droite et raciste, va essayer de tenir sa ligne tout en étendant ses manifestations à toute l'Allemagne. Cette entreprise devrait ainsi se maintenir quelques temps et dans des configurations très différentes selon les régions, mais ne devrait vraisemblablement pas susciter une adhésion massive. On peut remarquer que les organisateurs, qui reprenaient jusqu'alors les nombres de participants indiqués par la police, dont ils disaient le plus grand bien, se sont soudain mis à produire leurs propres chiffres, qui sont largement surévalués. Ainsi, pour la "15ème promenade du lundi", le 16 février 2015, la police dénombrait 4.300 manifestants, tandis que Lutz Bachmann en revendiquait 10.300.

L'autre courant du mouvement, qui se définit comme modéré, proche des citoyens, populiste et pro-démocratie, semble tourner à vide tant au niveau programmatique qu'organisationnel, ses appels à "davantage de démocratie" faisant partie depuis des décennies du fond de commerce des

groupes de gauche et alternatifs, qui disposent d'une base bien formée, militante, s'appuyant sur une infrastructure établie et qui n'entend pas faire cause commune avec des populistes de droite. Il est donc probable qu'une partie des flots populistes remués ces derniers temps soit absorbée par l'AfD, le parti de l'Alternative pour l'Allemagne, sans pour autant exercer d'influence extraparlamentaire majeure sur le paysage politique. Si Pegida & Co touche à sa fin, les courants sous-marins qui l'ont alimenté restent en revanche actifs (Cf. 3ème partie).

## 2. Les réactions publiques

Eu égard à la taille globale relativement modeste de Pegida (les chaînes de lumière formées contre les poussées de l'extrême-droite xénophobe à la fin de 1992 et au début de 1993 réunissaient dans certaines villes des centaines de milliers de manifestants), on est frappé par l'énorme intérêt que le mouvement a suscité dans les médias allemands et étrangers ainsi que par le nombre de responsables politiques qui ont commenté le phénomène. Le niveau de mobilisation des manifestations ne saurait donc expliquer l'écho extraordinaire dont a bénéficié Pegida dans le débat public. Le succès médiatique de Pegida tire plutôt ses origines de la conjonction de trois circonstances :

Tout d'abord, Pegida exprime un état d'esprit très répandu dans l'opinion, mais qui s'était jusqu'à maintenant davantage manifesté dans les sondages et les travaux de recherche que par le biais d'un mouvement contestataire. L'identification au "Wutbürger", au "citoyen en colère", avait déjà été évoquée<sup>16</sup> de manière péjorative à propos des manifestants opposés au projet "Stuttgart 21" et, par un étrange amalgame, à propos des partisans des idées de Thilo Sarrazin<sup>17</sup>. Cette dénomination peut convenir ici, dans la mesure où Pegida a réussi à transformer, au moins temporairement, un sentiment diffus en une protestation collective organisée et

<sup>16</sup> L'expression a pris de l'ampleur grâce à l'essai "Der Wutbürger" publié par le journaliste du Spiegel Dirk Kurbuweit (Der Spiegel du 11.10.2010, p. 26-27). Par la suite, la Gesellschaft für deutsche Sprache (Société de la langue allemande) l'a élu mot de l'année 2010.

<sup>17</sup> L'ancien responsable politique social-démocrate et banquier Thilo Sarrazin est l'auteur de thèses controversées sur l'immigration en Allemagne, exposées notamment dans son livre à succès « Deutschland schafft sich ab » (note de la FES Paris).

[http://www.mdr.de/sachsen/ddfe-premiere100\\_zc-flf179a7\\_zs-9f2fcd56.html](http://www.mdr.de/sachsen/ddfe-premiere100_zc-flf179a7_zs-9f2fcd56.html)

bruyante. De fait, une bonne dose de malaise et de colère a trouvé là à s'exprimer. Aux arguments objectifs et fondés présentés par les opposants au projet "Stuttgart 21", Pegida a substitué de sombres insinuations.

Deuxièmement, Pegida – en partie à son corps défendant – a été valorisé par l'intérêt que les médias ont porté au phénomène. Cela a renforcé la confiance des organisateurs et des participants, créant ainsi un appel d'air supplémentaire en faveur du mouvement. Le refus initial des organisateurs de Pegida de parler aux journalistes a aiguillonné l'intérêt des médias et leur sensationnalisme autant que leur volonté d'enquêter. Pegida est devenu en peu de temps une marque politique connue dans toute l'Allemagne.<sup>18</sup> Le 15 décembre 2014, aucun membre de "l'équipe organisatrice" n'accepta de participer au débat de l'émission politique que Günther Jauch lui avait consacrée et qui s'intitulait "Citoyens désabusés et xénophobes – les nouvelles manifestations de rue représentent-elles un danger ?". Peu après, le mouvement commettait son "péché originel" en nommant Kathrin Oertel porte-parole. Suite à cela, elle participa à un nouveau débat animé par Günther Jauch le 18 janvier 2015 (et suivi par près de 5 millions de téléspectateurs), puis vint une conférence de presse très controversée le 19 janvier 2015 dans les locaux du Centre régional de formation politique de Saxe<sup>19</sup>. Y participaient non seulement Mme Oertel, mais aussi Lutz Bachmann – vêtu pour la première fois d'un costume trois pièces et affichant ainsi ostensiblement son allure de « citoyen respectable ».

Parallèlement à l'intérêt que lui portaient les médias, Pegida a aussi profité des réactions du monde politique, que celui-ci cherche à marquer clairement sa différence ou à rejeter en bloc le phénomène, ou bien qu'il

<sup>18</sup> Les organisateurs en étaient parfaitement conscients. Ainsi, lors d'une conférence de presse le 19 janvier 2015, Lutz Bachmann déclarait : "Nous ne changerons pas de nom." Certes les objectifs de Pegida ne se cantonnent plus désormais à la seule question de l'islamisation, mais Pegida "est devenu une marque aujourd'hui".

<sup>19</sup> Frank Richter, Directeur de la centrale régionale, fit preuve de beaucoup de compréhension à l'égard de Pegida et proposa à plusieurs reprises de jouer le rôle d'intermédiaire pour obtenir des entretiens. Au cours du débat télévisé animé par Günther Jauch le 15 décembre 2014, il déclarait : "A mon avis, quatre-vingt-dix pour cent des manifestants sont bien des citoyens inquiets et qui se posent de nombreuses questions."

tente, dans une volonté de dialogue teintée de paternalisme, de faire montre de compréhension face aux inquiétudes et aux difficultés des "petites gens". Quand a-t-on jamais vu un petit mouvement protestataire s'inviter dans l'allocution de nouvel an de la Chancelière ? Quand le président d'un grand parti de gouvernement<sup>20</sup> s'est-il senti obligé, en dehors de toute campagne électorale, de participer de manière ostentatoire à une réunion pour y écouter "à titre privé" les soucis de ceux qui, bien qu'affirmant ne rien avoir de commun avec l'extrême-droite et la cause xénophobe, défilaient néanmoins devant, sous et derrière ses banderoles, sur lesquelles on pouvait lire "Islam = cancer" ; de ceux qui applaudissaient des orateurs affirmant que l'islamisation de l'occident n'était pas une menace potentielle, mais un processus déjà engagé ? Parmi les preuves qu'ils évoquent pour justifier leur propos, on trouve une prétendue infraction aux règlements des cimetières allemands, qui stipuleraient que l'inhumation des défunts doit se faire dans des cercueils (et non dans des draps comme le veut la coutume musulmane).<sup>21</sup> La fébrilité des politiques<sup>22</sup> tient aussi au fait que Pegida & Co pouvait bénéficier électoralement à l'AfD et donc contribuer à un glissement des rapports de force entre les partis politiques. A cela s'ajoute la crainte des "réactions de l'étranger", traditionnellement très critiques à l'encontre de toute résurgence de l'extrême-droite en Allemagne. Certains partisans de Pegida, notamment les plus novices en politique, ont ainsi pu se prendre un instant pour le nombril du monde de la politique allemande.

Enfin, l'image de Pegida a aussi tiré profit des nombreuses contre-manifestations – dont ce n'était certainement pas l'intention – et ainsi suscité à nouveau l'intérêt et l'attention des médias et du monde politique. On attendait à chaque fois impatiemment de connaître le nombre de manifestants et de contre-manifestants, on calculait les rapports des forces en présence, les manifestants de Pegida étant souvent très minoritaires. On tentait d'élucider le mystère de l'écart des chiffres entre l'Est et l'Ouest et d'en identifier

<sup>20</sup> Sigmar Gabriel, président du SPD (note de la FES Paris).

<sup>21</sup> Selon le journaliste Udo Ulfkotte lors de son discours du 5 janvier 2015 dans un passage consacré à "l'islamisation dans les cimetières" (Cf. :

<https://www.youtube.com/watch?v=98A9aNFfEyl>)

<sup>22</sup> Cf. sur ce point le commentaire de Simon Teune "Im Pegida-Fieber" (Süddeutsche Zeitung du 28.1.2015, p. 2).

les causes. Il faut savoir que Pegida & Co a par endroit attiré des foules considérables dans les nouveaux Länder de l'Est, tandis que le nombre de contre-manifestants dans les anciens Länder de l'Ouest dépassait de beaucoup celui des manifestants du mouvement. Selon la presse, 66.150 personnes ont manifesté le 12 janvier 2015 dans 13 villes de l'Ouest pour exprimer leur opposition à Pegida, contre seulement 1.780 personnes du côté de ses partisans<sup>23</sup>. Les rapports de force étaient similaires à Berlin. Dans l'Est du pays aussi, la mobilisation contre Pegida a parfois réuni des foules considérables. Le 12 janvier, on a compté à peine 30.000 partisans de Pegida dans les rues de 6 villes de l'Est et près de 43.000 contre-manifestants.<sup>24</sup>

Au total, les activités de Pegida & Co ont mis en évidence deux phénomènes politiques opposés. D'une part, il existe dans la population allemande, et pas seulement chez elle, une perméabilité potentielle aux idées xénophobes, au populisme de droite<sup>25</sup> et à l'extrême-droite, qui, sous certaines conditions et grâce au pouvoir de persuasion et de mobilisation d'acteurs politiques, est susceptible de s'exprimer pleinement dans le cadre de manifestations publiques. L'ampleur et la dynamique très variables de ces apparitions publiques ne permettent toutefois pas d'en tirer des conclusions quant à la taille de ce potentiel. Il est tout à fait possible qu'une part bien plus importante de ce potentiel habituellement en sommeil puisse être activée dans certaines circonstances, comme à l'occasion de l'émergence d'un leader charismatique, l'avènement d'une conjoncture politique

---

**23** Les chiffres sont tirés du journal *Tageszeitung* (14.1.2015, p. 2). Le magazine *Focus* évoquait des chiffres un peu différents (N°5/15 du 24.1.2015, p. 24), selon lesquels, pour six villes de l'Ouest, le rapport de force était de 57.500 personnes contre Pegida, et 2.250 pour.

**24** *Focus*, voir note précédente.

**25** Il existe aussi un populisme de gauche. Tandis que celui-ci émane plutôt de l'idée d'une société de classes, le populisme de droite affirme "the division of the nation into an overwhelming majority of 'plain people', on the one hand, and a relative handful of very un-plain, very sophisticated, very scheming conspirators, on the other" ("la division de la nation entre une immense majorité de 'gens ordinaires' d'une part et une poignée de redoutables conspirateurs pas du tout ordinaires et très sophistiqués d'autre part") (George McKenna : *American Populism*. New York : Capricorn Books 1974, p. xii). Cf. également Karin Priester : *Rechter und linker Populismus : Annäherung an ein Chamäleon*. Frankfurt/Main : Campus 2012.

favorable ou d'évènements aléatoires faisant boule de neige, et, allant au-delà de manifestations bien disciplinées, se libère sans retenue, de façon agressive et violente, comme cela fut le cas à Rostock-Lichtenhagen en août 1992, ou récemment lors des débordements des "hooligans contre les salafistes" à Cologne en octobre 2014. Selon les chiffres provisoires de la police, on a dénombré en 2014 150 attaques contre des lieux hébergeant des demandeurs d'asile. Les statistiques font apparaître une forte augmentation des faits au cours des trois derniers mois de l'année – c'est à dire pendant la phase d'apparition du mouvement Pegida. La moitié des actes enregistrés sur l'année se sont déroulés pendant ce dernier trimestre.<sup>26</sup>

D'autre part, les apparitions de Pegida & Co ont aussi suscité le soulèvement diffus de forces contraires issues de la société civile, organisées en réseaux et descendues dans la rue et dans les lieux publics pour afficher leur couleur et, dans certains cas, mettre en place des aides concrètes en faveur des immigrés et en particulier des demandeurs d'asile.

### 3. Courants de fond

La dimension relativement modeste de la mobilisation de Pegida n'est pas, à mon sens, une source d'inquiétude. En revanche, deux autres aspects de ce phénomène le sont bien davantage : Tout d'abord, l'aplomb et l'impertinence avec lesquels les militants de Pegida prétendent encore aujourd'hui représenter la voix du peuple ("Nous sommes le peuple"), revendiquent pour eux des valeurs telles que le "Heimat" (à travers des slogans comme "un peuple, des racines, une nation"), la tradition ("Monts métallifères, terre de tradition"), la chrétienté ("les chrétiens de Dresde saluent Pegida") et l'identité allemande ("L'affirmation de l'attachement à notre pays, notre culture et notre

---

**26**

[http://www.deutschlandfunk.de/rechtsextremismus-mehr-angriffe-auf-fluechtlingsheime.1818.de.html?dram:article\\_id=311241](http://www.deutschlandfunk.de/rechtsextremismus-mehr-angriffe-auf-fluechtlingsheime.1818.de.html?dram:article_id=311241).

Les chiffres ont été donnés dans une réponse du gouvernement fédéral à une question posée par le groupe parlementaire Die Linke au Bundestag. Alors qu'il n'y avait eu en 2012 que 24 cas semblables, on en dénombrerait déjà 58 en 2013, et 150 l'année suivante.



identité doit devenir une évidence et ne doit jamais être traitée avec mépris"). Dans le même temps, l'environnement politique, "le système" dans son intégralité, est présenté comme incapable, autiste, aveugle, menteur, corrompu, etc. (sur des pancartes "RFA = DICTATURE", "Dissolution de la dictature de l'UE"). Deuxièmement, et c'est bien plus important, il faut souligner l'existence de courants profonds latents, mais néanmoins puissants, qui existent depuis des décennies indépendamment des soubresauts de l'actualité et des manifestations publiques, qui existeront probablement pendant longtemps encore et peuvent être en partie réactivés à tout moment. On peut citer trois groupes de facteurs de cette nature :

### **Le relatif déclin**

De nombreuses personnes ont le sentiment que leur statut économique et social est menacé. La crainte pour leur emploi, leur logement, leur retraite et l'avenir de leurs enfants créent un climat d'inquiétude. Dans le même temps, l'insatisfaction et l'indignation augmentent à mesure que ceux qui sont déjà riches et privilégiés continuent de s'octroyer par des moyens légaux ou illégaux des avantages supplémentaires, au détriment de toutes les autres couches de la société. Si la situation de l'économie allemande est globalement favorable par rapport aux autres pays occidentaux, la crainte de ces personnes de voir leur situation personnelle se dégrader, le sentiment d'une inégalité sociale croissante déconnectée de l'idéal méritocratique et d'une répartition inéquitable de la richesse de la société nourrissent l'un des courants qui portent Pegida, mais aussi les mobilisations de la gauche et de l'extrême-gauche.

### **L'absence de repères**

Le sentiment d'un effondrement de l'ordre social, d'un pluralisme de valeurs concurrentes, d'un glissement des repères politiques familiers, d'un changement culturel qui s'accélère sous le signe de la mondialisation et des mouvements migratoires, enfin, l'absence de transparence des processus économiques et politiques internationaux sont autant d'éléments qui favorisent la quête de points de repère, dont on attend clarté, stabilité et solidité. Certains acteurs politiques répondent à ce besoin, qu'ils soient agitateurs populistes, nazis ou théoriciens du complot. Ils s'appuient sur cet "élan popu-

liste"<sup>27</sup>, offrent les explications simples tant attendues, identifient des coupables et proposent des solutions simples censées relever du "bon sens", où les nuances de gris, les ambivalences et les compromis n'ont pas leur place. On en arrive ainsi à une défiance profonde et à un mépris ostensible de toutes les forces qui représentent les ambiguïtés, les nuances, les considérations et les complexités, c'est à dire les élites politiques, économiques et intellectuelles qui - prétendument ou réellement - regardent le peuple de haut et qui mettent l'accent sur leur compétence, leur savoir objectif et spécifique, leur compréhension de la complexité des choses et la logique des contraintes matérielles. Ainsi, les personnages de l'homme politique, du banquier, de l'expert et même du journaliste deviennent autant d'objets de mépris. "Nous sommes le peuple", affirme obstinément le slogan qui, dans le cas du mouvement Pegida, ancré dans l'Est de l'Allemagne, vise à suggérer un parallèle entre les apparatchiks de l'ex-RDA et la "classe politique" de l'actuelle République fédérale d'Allemagne. Cette opposition frontale entre le "nous, ceux d'en bas" et le "eux, ceux d'en haut" constitue le cœur de tous les populismes. Paradoxalement, cette conception peut aller de pair avec la reconnaissance absolue de leaders politiques, sous réserve qu'ils se présentent - ne serait-ce que sur le plan rhétorique - comme les véritables défenseurs de la volonté du peuple.

### **Le rejet de l'étranger**

De la même façon qu'on oppose le peuple et la classe dirigeante, on pratique l'opposition entre sa propre communauté et "l'étranger". Ce qui nous est propre nous semble familier et naturel, ce qui est étranger est inquiétant. On occulte les faiblesses et les contradictions de ce qui nous est propre, se détachant ainsi de son propre côté obscur pour le transférer sur l'étranger. Plus la réalité

<sup>27</sup> Cf. Laurence Goodwyn : *The Populist Moment : A Short History of the Agrarian Revolt in America*. Oxford: Oxford University Press. Sur ce point, Dubiel affirme: "Dans de tels moments de l'histoire sociale, il arrive que le ressenti collectif d'une injure, les angoisses pour son propre statut et les attentes de bonheur déçues des populations touchées quittent le champ des discours établis et des modèles de légitimation habituels pour devenir des vagabonds en puissance, étrangement décalés par rapport aux orientations politiques traditionnelles" Helmut Dubiel : *Das Gespenst des Populismus*. In : id. (édit.) : *Populismus und Aufklärung*. Frankfurt/ Main: Suhrkamp [Jahr], p. 33-50, ici précisément p. 47.

quotidienne atténue le contraste imaginé entre nous et l'étranger (quand on achète son pain chez le boulanger turc d'à côté, quand on discute avec la maman libanaise qui vient chercher tous les jours sa fille à la crèche), plus on défend avec opiniâtreté cette vision négative et plus elle évolue vers un syndrome de "misanthropie à l'égard d'un groupe particulier".<sup>28</sup> C'est aussi l'une des raisons qui expliquent pourquoi la peur d'une islamisation de la société semble être particulièrement florissante dans les régions dans lesquelles on compte justement un nombre infinitésimal de musulmans.

Les caractéristiques de ce qui nous est propre et de ce qui nous est étranger peuvent parfaitement varier. Ce qui nous est propre entre dans les catégories de notre terre natale, la tradition, l'enracinement, le peuple, l'Allemagne, l'Europe ou l'occident. Ce qui nous est étranger peut devenir la vermine gauchiste, le juif, l'étranger, l'immigré, le demandeur d'asile, le Fidjien, l'Arabe ou le nègre. Le fait que Pegida se concentre, jusqu'à l'inclure dans son propre nom, sur le danger de l'islamisation qui pèserait sur l'occident a quelque chose d'arbitraire. On le voit notamment dans l'emploi, avec la même véhémence, d'accusations contre "la presse mensongère", les "réfugiés économiques" et les "parasites sociaux". Sur une pancarte portée par des manifestants le 12 janvier, on pouvait ainsi lire "Les réfugiés économiques et les traîtres à la nation, dehors". La désignation d'une catégorie de boucs émissaires a pour effet de soulager ceux qui la pratiquent. Elle les libère des troubles que pourraient susciter la confrontation avec la réalité, laquelle ferait apparaître les zones grises et les contradictions de leurs opinions ou risquerait même d'éveiller en eux une certaine empathie.

Parfois, le rejet de l'étranger s'exprime en des

<sup>28</sup> Cette notion a été développée par le sociologue Wilhelm Heitmeyer et son équipe de l'Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (Institut d'étude interdisciplinaire des conflits et de la violence) de Bielefeld. Les rapports des travaux de recherche empirique du projet ont été publiés sous le titre "Deutsche Zustände" (Folge 1 bis Folge 10) zwischen 2002 und 2011 aux éditions Suhrkamp Verlag (Francfort/Main) pour le compte de W. Heitmeyer. Cf. aussi la publication suivante de l'institut par Andreas Zick, Beate Küpper et Andreas Hövermann : Die Abwertung der Anderen. Eine europäische Zustandsbeschreibung zu Intoleranz, Vorurteilen und Diskriminierung. Bonn : Friedrich-Ebert-Stiftung 2011 (<http://library.fes.de/pdf-files/do/07905-20110311.pdf>).

termes fleuris. On trouve ainsi des partisans de Pegida qui dissertent face caméra sur les épidémies importées par les demandeurs d'asile, considèrent que les "nègres de là-bas" sont tous bien trop bêtes pour serrer un boulon ou que les demandeurs d'asile menacent de kidnapper les enfants des Allemands. Toutefois, les commentaires sont la plupart du temps plus prudents, sans qu'on sache toujours si leurs auteurs sont effectivement capables de nuance ou en mal de reconnaissance sociale. On les voit ainsi établir une distinction stricte entre les "vrais" demandeurs d'asile<sup>29</sup>, qui sont les bienvenus, et les "faux", incarnés par les réfugiés économiques qu'il faudrait renvoyer dans leur pays. Souvent, ils commencent par déclarer qu'ils n'ont rien contre les demandeurs d'asile et les étrangers, avant de passer à l'attaque avec un "mais" derrière lequel ils dévoilent leur véritable message, affirmant par exemple que les étrangers ont une propension élevée à la criminalité ou en déclarant que les musulmans sont par définition incapables de s'intégrer dans les sociétés occidentales. C'est ce dont témoignent les déclarations recueillies au cours de notre enquête :

"Je suis surtout opposé à l'immigration d'un nombre croissant de musulmans. Cette religion n'est absolument pas capable de s'intégrer, elle est misanthrope et surtout misogyne, elle est médiévale et n'a rien à faire dans notre Europe moderne."

"L'Islam ne fait en aucun cas partie de l'Allemagne. Je n'ai rien contre les réfugiés de guerre, mais j'ai quelque chose contre les réfugiés économiques et contre ceux qui ne veulent pas s'intégrer chez nous. Dans certaines villes d'Allemagne, on a l'impression d'être un étranger dans son propre pays. Ce n'est ni possible, ni admissible. La criminalité augmente et les politiques laissent faire sans réagir. Ça suffit !!! Je ne veux pas d'une situation comme celle de Berlin Mohabit (sic !), Cologne Kalk ou Essen. C'est pour cela que je descends dans la rue, pour préserver Dresde de cette folie."

Pegida puise dans ces trois courants de fond. Il les réunit en les associant de manière diffuse et en s'affichant comme un groupe identitaire propre décidé à s'affranchir de

<sup>29</sup> La "solidarité avec les réfugiés dans le besoin" est le motif principal avancé par l'une des personnes que nous avons interrogées pour expliquer sa participation aux manifestations de Pegida.

son rôle de victime<sup>30</sup> et à acquérir le pouvoir d'agir en vertu d'un slogan : Nous sommes nombreux. Nous allons être de plus en plus nombreux. Et nous allons leur montrer. Ce credo qui, sous l'effet de la sur-couverture médiatique des manifestations, a plongé Pegida dans une phase d'euphorie temporaire (avec des pancartes clamant "Le système est à bout – nous sommes le renouveau", "Tous les rouages s'arrêtent de tourner, si NOTRE bras puissant le veut !"), ne pouvait pourtant pas tenir durablement. Son échec a été provoqué par les révélations des agissements et des propos d'extrême-droite de quelques figures éminentes de Pegida, les divergences idéologiques et les vanités personnelles, la schizophrénie vis-à-vis des médias, le déclin de l'intérêt du public et des motivations personnelles face à la répétition éternelle des mêmes choses, et, enfin, la mobilisation croissante des opposants au mouvement.

Cependant, le calme revenu en surface ne signifie pas que les courants de fond, qui existent depuis des décennies, ont perdu de leur vigueur. A la faveur de nouvelles configurations, ils pourraient refaire surface avec bien plus de virulence que Pegida et déclencher de véritables secousses sociales et politiques.

#### 4. Que faire ?

Reste la question aussi logique que délicate à régler : "Que faire ?" Beaucoup de choses ont été dites et beaucoup d'arguments ont été échangés dans le débat public sur ce point. On a vu s'affronter deux options principales : "tracer une ligne de démarcation et refuser catégoriquement tout dialogue" ou "chercher le dialogue avec une partie des manifestants constituée par les citoyens ordinaires ouverts à la discussion". La liste des personnalités politiques et des commentateurs prêts à s'engager sur l'une ou l'autre voie est étonnamment longue. Elle témoigne surtout du caractère redondant, parcellaire et superficiel des perspectives choisies. La bonne façon d'avancer est de conjuguer les

<sup>30</sup> Sur le sujet, une oratrice de la manifestation du 5 janvier 2015 déclarait : "nous sommes les persécutés politiques dans notre pays, nous sommes publiquement insultés, on nous traite de nazis, de fascistes, de xénophobes" (notes prises par l'auteur). Certaines pancartes vont dans le même sens : "L'Allemagne – où la liberté d'opinion devient un acte de bravoure" et "Nous aimons notre pays, c'est pour cela qu'on nous qualifie de honte pour l'Allemagne".

deux options : dialoguer avec ceux qui sont prêts à discuter tout en condamnant les irrécupérables. Relevant d'une stratégie ad hoc, cette approche reste néanmoins superficielle en ce sens qu'elle se concentre sur les symptômes, sans s'attaquer aux causes profondes du phénomène. Voici donc quatre propositions :

1) Une première réaction utile, de nature plus scientifique que politique, consiste à porter un regard précis et factuel sur le phénomène Pegida & Co pour en faire une analyse empirique. Il s'agit d'en percevoir l'ampleur, l'attrait et la dynamique, et surtout, comme nous venons de l'évoquer, de comprendre les courants de fond qui l'alimentent. Il peut arriver que cette tentative d'explication soit perçue à tort comme un acte d'approbation. Cette perception conduit à des accusations non-étayées (comme celle qui revient à traiter globalement les organisateurs de Pegida de "nazis en costumes rayés") ou incite à qualifier sommairement l'ensemble des partisans de Pegida de "peste brune" ou à utiliser d'autres qualificatifs similaires. Ce genre d'étiquettes est révélateur du point de vue politique de l'observateur qui les emploie mais ne contribue guère à élucider le phénomène.

2) Une deuxième réaction vise à l'affrontement direct avec les points de vue et les affirmations de Pegida & Co. Cela passe par (a) le rejet des affirmations fausses, (b) l'exigence de précisions sur les revendications floues, (c) la mise en évidence des préjugés sociaux pouvant aller jusqu'au racisme pur et dur, (d) l'organisation de contre-manifestations, et enfin (e) l'engagement de poursuites pénales contre les actes tels que, notamment, l'incitation à la haine raciale. Ce mode de réaction rendra plus visibles les divergences (latentes) au sein du mouvement Pegida et permettra de tracer une ligne de démarcation claire entre le mouvement et ses détracteurs. Nous verrons alors ce qu'il restera de la prétention de Pegida à incarner la voix du peuple.

3) Une troisième réaction consiste, pour les responsables du monde politique et de la société civile, à reconnaître que des erreurs ont été commises, notamment celles qui ont consisté

- à tolérer une fracture sociale croissante au sein de la société et à l'avoir pour partie activement promue,
- à se féliciter des initiatives politiques sur-

- tout quand elles se cantonnent à des symboles et à des terrains d'action secondaires,
- à minimiser l'existence des tendances extrémistes et xénophobes,
  - à entretenir l'illusion selon laquelle ces tendances ne se trouvent qu'à la droite du "centre-droit"<sup>31</sup>,
  - à avoir longtemps nié que l'Allemagne est un pays d'immigration,
  - à céder, pour une partie de la classe politique et des pouvoirs publics, aux tendances xénophobes ou à esquiver les conflits potentiels (par exemple en créant des hébergements pour les demandeurs d'asile à la périphérie des villes ou dans les zones d'activité économique),
  - à ne pas exposer clairement les véritables coûts de la politique du droit d'asile, qu'il faudrait alors expliquer et justifier avec détermination,
  - à confondre intégration et assimilation, et à avoir plus compliqué que facilité la première par toute une série de circonstances et de mesures,
  - à saluer, légitimer et canaliser l'immigration surtout du point de vue des avantages économiques qu'elle procure,
  - à diffuser l'idée fautive selon laquelle l'Allemagne porte l'essentiel de la "charge" que représente l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés,
  - à ce que l'Union européenne prenne plus de mesures pour expulser les réfugiés hors de nos frontières que pour contribuer à faire évoluer favorablement la situation dans leurs pays d'origine.

4) Face aux erreurs et aux négligences ainsi admises et qui perdurent jusqu'à aujourd'hui, des mesures structurelles seraient nécessaires pour corriger le tir et apporter des solutions. Il serait naïf de s'en remettre seulement à la capacité des responsables politiques à reconnaître leurs erreurs et escompter qu'elles se corrigent d'elles-mêmes. Les grandes orientations politiques résultent de rapprochements, de concurrences et de luttes entre divers groupes d'intérêts dotés de capacités d'organisation et de gestion des conflits différentes. Pour obtenir des évolutions, il

faut exercer une influence sur les forces en présence. C'est ce pour quoi se battent, à l'échelon politique, les tenants de trois variantes de la démocratie contemporaine, telles que les a décrites Helmut Dubiel. Des trois conceptions présentées ci-dessous, seule la troisième me semble souhaitable :

La variante libérale souhaite largement protéger "le système politique contre l'action des masses, par scepticisme anthropologique fondamental ou par méfiance à leur égard"<sup>32</sup>. Elle privilégie ainsi une évolution dans un sens que Colin Crouch qualifie de "post-démocratique".<sup>33</sup> On entend par là un recul rampant de la démocratie, tandis que l'édifice des institutions démocratiques, s'il continue d'exister, ne constitue plus qu'une coquille vide. Crouch évoque dans ce contexte le délabrement de la communication politique, l'accroissement des inégalités sociales (et des inégalités dans la participation aux décisions politiques, qui en est le corollaire), ainsi qu'une politique économique néolibérale dans laquelle les entreprises et les fédérations patronales déterminent de plus en plus l'action des gouvernements.

Face à la variante libérale, on trouve deux conceptions concurrentes qui prônent toutes deux "plus de démocratie". La première est la variante populiste (de droite). Elle mise sur une forme acclamative de démocratie directe, dans laquelle doit prévaloir la volonté du peuple, authentique, identitaire<sup>34</sup>, non-faussée et éventuellement incarnée par une personnalité forte de leader. Elle comprend "une stratégie de mobilisation politique qui s'appuie sur les frustrations caractérisées par des modes de pensées ethnocentriques, chauvinistes et autoritaires"<sup>35</sup> et qu'il faut donc considérer comme réactionnaire ou régressive. C'est la variante choisie par Pegida et par l'alliance dissidente de la "Démocratie directe pour l'Europe".

L'autre variante plaidant pour "plus de démocratie" reconnaît les divergences et les contradictions qui existent au sein de la société tout entière, sans pour autant s'en remettre à une vision naïve du pluralisme qui

<sup>31</sup> Sur l'extrémisme du "centre", cf. Oliver Decker, Johannes Kiess et Elmar Brähler : Die stabilisierte Mitte. Rechtsextreme Einstellung in Deutschland 2014. Leipzig 2014 ; ainsi que Andreas Zick et Anna Klein : Fragile Mitte. Feindselige Zustände. Rechtsextreme Einstellungen in Deutschland 2014, publié par la Fondation Friedrich-Ebert. Bonn : Dietz éd. 2014.

<sup>32</sup> Dubiel, cf. note de bas de page n°22, p. 49.□

<sup>33</sup> Cf. : Colin Crouch : Postdemokratie (orig. 2004). Frankfurt am Main : Suhrkamp 2008.□

<sup>34</sup> L'orateur Frank Ingo Friedemann lors de la manifestation de clôture le 21 janvier 2015 : "Tous les peuples ont le même problème en Europe et tous parlent un même langage !"

<sup>35</sup> Dubiel, cf. note de bas de page n°22, p. 49.□



suppose que chaque intérêt présent dans la société trouve une représentation correspondant à sa pertinence et à sa légitimité. Cette variante, que Dubiel qualifie de démocratique progressiste, est une solution "dans laquelle les piliers de l'articulation de la volonté politique n'agissent pas seulement sur la société en tant qu'autorité étatique, mais créent aussi, sans intention stratégique, des opportunités de débat affranchies de toute notion de domination."<sup>36</sup>

Parvenir à se rapprocher de cette dernière conception de la démocratie devient d'autant plus vraisemblable qu'il existe une interaction entre les multiples forces qui défendent les idéaux des Lumières et l'idée d'une politique participative. Ces forces englobent les partis de la gauche et de la gauche libérale, les syndicats, les institutions et les groupes de la société civile qui prennent au sérieux la teneur normative des notions de "citoyen" et de "souveraineté du peuple", et qui, en vertu de ces principes, s'impliquent dans les processus de la société et de la politique et font ainsi pression sur les décideurs politiques. Les fortes mobilisations contre Pegida constituent une source d'espoir. Mais elles demeurent insuffisantes, dans la mesure où elles ne font qu'accompagner l'émergence de phénomènes tels que Pegida & Co et disparaissent dès que ceux-ci s'étiolent eux-mêmes.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES

Responsable de la publication :  
Stefan Dehnert, directeur du bureau parisien de la FES

**Publications à télécharger sur le site**  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org):

[La gauche radicale aux portes du pouvoir : après la Grèce, l'Espagne ?](#)

[Comment Podemos rebat les cartes du paysage politique espagnol](#)

par **Michael Ehrke**

[Transition énergétique : Une opportunité nouvelle pour la coopération franco-allemande?](#)

par **Andreas Rüdinger**

[Regards croisés franco-allemands sur la situation économique et les relations franco-allemandes](#)

Enquête d'opinion franco-allemande réalisé par IFOP pour la Friedrich-Ebert-Stiftung et la Fondation Jean-Jaurès

[Alternative für Deutschland \(AfD\): un parti populiste de droite?](#)

par **Marcel Lewandowsky**

[Espagne: le PSOE après les élections européennes](#)

Par **Michael Ehrke** et **Carlos Iribarren**

[Le Front National - une droite radicale française?](#)

par **Jean-Yves Camus**

<sup>36</sup> Dubiel, ibid.